

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 02/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MEAC**

10, Le Cormier  
44110 Erbray

Références : 0007203798/2025/3

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement MEAC implanté Pont Menard 13 Vallée des carrières 17770 Saint-Césaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MEAC
- Pont Menard 13 Vallée des carrières 17770 Saint-Césaire
- Code AIOT : 0007203798
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement relève du régime de l'enregistrement pour l'activité de broyage, concassage de matériaux. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est de 1500 kW.

L'établissement est en cours de cessation d'activité.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 1.2.1	Sans objet
2	Notification d'arrêt définitif	Code de l'environnement du 04/10/2024, article R.512-46-25	Sans objet
3	Usage futur	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 1.5.6	Sans objet
4	Attestations de cessation d'activité	Code de l'environnement du 04/12/2024, article L. 512-7-6 du code de l'environnement	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a notifié la cessation d'activité de son installation à Monsieur le Préfet. L'usage futur du site est industriel. L'exploitant doit procéder à la mise en sécurité et à la réhabilitation du site. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les 3 attestations réalisées par une entreprise certifiée, tel que prévu par l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 1.2.1						
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE						
Prescription contrôlée :						
Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Volume autorisé
2515	1-a	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.	Concassage, broyage, séchage de produits minéraux : calcaire	La puissance maximale de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	Puissance installée des installations 1500 kW
2910	A-2	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits	Foyer de séchage fonctionnant avec des brûleurs au gaz naturel	si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW	Puissance de 6,69 MW

			connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b (v) de la définition de biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1			
4718	2-b	DC	Gaz inflammable liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	Stockage de gaz GNL dans une cuve	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t.	Capacité de la cuve 31 tonnes
<b>Constats :</b> 5 personnes travaillent sur le site. Le site relève du régime de l'enregistrement. La cessation d'activité est en cours.						
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite						

## N° 2 : Notification d'arrêt définitif

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/10/2024, article R.512-46-25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Notification d'arrêt définitif
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>I.</b> Lorsqu'il « procède à » une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations « mentionnées » à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  <b>II.</b> La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
<b>Constats :</b>  Dans le cadre d'un redimensionnement national, le groupe MEAC a décidé de cesser ses activités de Saint-Césaire et Saint-Porchaire au profit du site de la tour Blanche en Dordogne qui possède des ressources minérales très importantes et des installations moins vétustes.  L'exploitant a transmis par courrier daté du 14/10/2024 la notification de cessation d'activité du site de Saint-Césaire à Monsieur le Préfet.  Le site de Saint-Césaire est progressivement mis à l'arrêt : - novembre 2024 : arrêt de l'approvisionnement en matières premières ; - mi-décembre : arrêt de l'usine de séchage ; - fin janvier 2025 : arrêt des installations de broyage et de la fabrication des produits carbonates ; - fin juin 2025 : basculement des clients vers le site de la tour Blanche en Dordogne et liquidation des produits finis ;

- à partir du mois de novembre 2024 et jusqu'à juin 2025 : démontage des installations et mise en sécurité du site.

Dans son dossier de notification, l'exploitant indique les mesures prévues pour assurer la mise en sécurité du site, notamment l'évacuation des produits dangereux dans des filières autorisées (huiles, bouteilles de gaz, GNR, GNL, ...), interdiction des accès au site avec des blocs, suppression des risques d'incendie et d'explosion (coupure des lignes HT et du gaz) et surveillance de l'impact de l'installation sur son environnement.

Le groupe MEAC est propriétaire des parcelles et cherche un repreneur pour le bâtiment et le terrain.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Usage futur

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 1.5.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Usage futur

**Prescription contrôlée :**

Dans une attestation du 21 juillet 2009, le maire de la commune s'est entendu avec le groupe MÉAC SAS pour une remise en état à vocation de zone d'activité industrielle.

**Constats :**

L'usage futur du site est déterminé par l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral du 27/12/2019, il est à usage industriel.

Dans son dossier daté du 14/10/2024, l'exploitant précise que le site est en zone UY dans le PLU du 28/03/2017 correspondant aux sites d'activités économiques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Attestations de cessation d'activité

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 04/12/2024, article L. 512-7-6 du code de l'environnement

**Thème(s) :** Risques chroniques, Attestations de cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.

**Constats :**

Lors de l'inspection, la plaquette « La cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement » rédigée par la direction générale de la prévention des risques de novembre 2022 a été présentée par l'inspection. Cette plaquette a été transmise à l'exploitant pour lui détailler les références réglementaires.

En outre, les liens vers les entreprises certifiées ont été transmis à l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les 3 attestations suivantes prévues par le code de l'environnement et qui doivent être établies par des entreprises certifiées :

- « ATTES SECUR » relative à la mise en sécurité tel que prévu à l'article R.512-46-25 du code de l'environnement ;
- « ATTES MEMOIRE » relative au mémoire de réhabilitation tel que prévu à l'article R. 512-46-27 du code de l'environnement ;
- « ATTES TRAVAUX » relative à la fin de la réhabilitation tel que prévu à l'article R.512-46-27 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite